



Conseil communal du 4 octobre 2010

Réponse du cdH à la note stratégique de la majorité sur la sécurité

Point 2 - POLICE ADMINISTRATIVE - Sécurité et sûreté publiques - Déclaration de M. le Bourgmestre - Avis de la Section "Administration générale-Police-Sécurité".

Monsieur le Bourgmestre,
Chers membres du Conseil,

A l'occasion de la rentrée politique, notre chef de groupe a balisé, dans une interview donnée à un quotidien de la place, les enjeux essentiels pour Verviers. Dans la foulée, permettez-moi, au nom du groupe cdH qui a pris le temps d'analyser votre note, de vous faire part de notre réaction et de nos priorités.

Nous pourrions perdre notre temps à de vaines querelles politiciennes, faire la liste de ce que vous n'avez pas fait et de ce que nous aurions fait, et vous la liste inverse. Nous n'en avons ni le temps, ni l'envie, car la question de la sécurité est devenue, tout le monde en convient, un des enjeux fondamentaux des prochaines décennies.

Nous pourrions disserter pendant des heures sur les politiques de sécurité, de pauvreté, d'éducation ou d'enseignement, de lutte contre l'échec scolaire et de ce que certains appellent, à tort ou à raison, les incohérences de la justice. Il y a énormément à dire mais surtout à faire. C'est pourquoi, vous ne m'en voudrez pas, je vais m'en tenir à l'essentiel : dépasser le discours convenu et appeler à l'action !

Un sentiment d'insécurité en baisse ?

En vous écoutant, nous ne pouvons nous empêcher de voir en vous le clone de Dany Boon dans ce sketch célèbre où il répète inlassablement « *je vais bien, tout va bien* ». Si le sujet prêtait à rire, nous pourrions en rire tous ensemble ; mais malheureusement pour nous, comme pour bon nombre de Verviétois, ce n'est pas le cas.

Si votre majorité PS-MR estime que le sentiment d'insécurité est en baisse, en ce qui nous concerne, comme beaucoup de Verviétois que nous entendons très régulièrement, nous n'en sommes vraiment pas convaincus. Et cela, même si vous reposez vos propos sur quelques statistiques et sondages d'opinion.

Ce n'est pas à des hommes politiques comme nous, qu'il faut expliquer la fiabilité et l'exactitude des sondages... quant aux statistiques..... j'ai déjà entendu qu'elles donnaient le pouvoir de.... mentir avec beaucoup de précisions.

D'ailleurs, les chiffres sont insuffisants pour prendre la mesure de certaines réalités de terrain. L'Abbé Pierre avait eu cette phrase célèbre : « *Les hommes politiques ne connaissent la misère que par les statistiques et ne pleurent pas devant les chiffres* ».

Pour bien connaître les problèmes, il faut les vivre !!! Ou à tout le moins ne pas les nier !

Prenez garde de ne pas démontrer trop d'angélisme et d'imprudentes autosatisfactions car c'est surtout nos concitoyens qui vivent mal dans certains quartiers. Quittez votre paradis, venez habiter quelques jours... disons, dans certains quartiers de Verviers en tout cas, et vous verrez que les statistiques, vous aussi, vous les considérerez avec une distance critique bien salutaire.

Le sentiment d'insécurité vient d'abord de la non-réponse aux incivilités

Le cdH réclame une réponse forte pour lutter contre le sentiment d'insécurité ; nous voulons une véritable politique d'« Impunité zéro sur les incivilités ».

Car l'insécurité, pour bon nombre d'entre nous, c'est quoi au quotidien ?

C'est la malpropreté générale de la ville

Ce sont les crottes de chien ou encore les dépôts sauvages

Ce sont des murs ou des escaliers tagués et non nettoyés

Ce sont des voitures garées n'importe où et n'importe comment

Ce sont des attroupements de personnes qui importunent les passants dans la rue

Ce sont des boîtes à lettres ou des interphones cassés de semaines en semaines, qu'on ne remplace même plus

C'est la détérioration prolongée de l'espace public C'est la présence de personnes saoules ou droguées sur la voie publique

.....

Toute action qui prétend lutter contre l'insécurité doit d'abord reposer sur la lutte contre les incivilités ! Ces petits gestes déviants qui, parce qu'ils ne sont pas réprimés, donnent le sentiment au citoyen que le pouvoir public n'est pas capable de faire respecter les règles minimales de la vie en société. Je vous invite à lire ou à relire le travail des sociologues Georges Kelling et Catherine Coles sur le « Broken Windows » (la théorie de la vitre brisée) pour comprendre pourquoi **il est plus que temps de mettre en place à Verviers une véritable politique ambitieuse d'« Impunité zéro » sur les incivilités.**

La politique d'impunité zéro, ce n'est pas avoir des « robocops » à tous les coins de rue : c'est par contre poursuivre systématiquement tous les actes qui violent la norme du bien vivre ensemble et arrêter de fermer les yeux sur les soi-disant petites incivilités. Il faut rappeler et montrer à chaque citoyen que tout non-respect de la loi entraîne de la part de l'autorité publique une réponse et une sanction justement proportionnées. L'impunité en la matière doit cesser ! C'est aussi cela, être les garants de la démocratie et du respect mutuel, et c'est évidemment une condition *sine qua non* du vivre ensemble.

Le début de réponse au sentiment d'insécurité : le courage politique de dire la vérité !

En réaction à vos propos Monsieur le Bourgmestre, il nous semble tout à fait léger d'expliquer le phénomène d'évitement (allusion aux personnes qui évitent de se rendre dans certaines zones de la ville) par le simple et seul refus de mixité sociale. Cet état d'esprit n'est pas le fait de quelques marginaux et il doit être pris en compte à sa juste mesure dans nos politiques. Se contenter de culpabiliser des citoyens qui se sentent en insécurité est lâche, très peu responsable et totalement contre-productif.

Minimiser voire nier le phénomène d'évitement n'est-il pas plutôt une manière de cacher votre impuissance à lutter contre ce problème ? Et se limiter à faire ce constat est en outre largement insuffisant. Qu'avez-vous fait pour y apporter une réponse adéquate ?

Il faut avoir le courage de briser certains tabous pour pouvoir réellement s'attaquer aux vraies difficultés et construire de bonnes réponses. Et puisque vous vous retenez de le faire, nous allons vous y aider... et vous montrer qu'il est possible de le faire sans amalgames, sans simplismes et sans démagogie.

Nul ne peut nier qu'il existe des tensions sociales à Verviers. Certains y voient une insuffisance en matière d'intégration de la part des « étrangers » (qui pour la plupart sont des citoyens verviétois, rappelons-le), d'autres le manque d'attention de la part du pouvoir public, d'autres l'effet collatéral de la crise, d'autres enfin des problèmes socio-économiques liés à l'insuffisance d'emplois et à la paupérisation. Qui voudrait nous démontrer le contraire est le bienvenu.

Force est de constater que la coexistence de personnes de conditions socio-économiques très différentes ou que la coexistence de différentes communautés, est vécue, par beaucoup de Verviétois, comme sources de malaise voire de craintes, beaucoup plus que comme une plus-value dans la société. **Qu'on le regrette ou pas, c'est ça la réalité ! Il existe bel et bien un écart entre certains Verviétois ; et à la fracture qui peut exister entre ceux qui proviennent des migrations et les Verviétois vivant dans notre commune de plus longue date, il faut ajouter la fracture socio-économique qui permet également de comprendre l'écart entre le centre de la commune et la périphérie.** Des peurs apparaissent, voyant dans l'autre la source de ses problèmes et dans le politique l'absence d'écoute vis-à-vis des préoccupations profondes des citoyens. Or, nous restons convaincus qu'au-delà de leurs différences, les Verviétois aspirent d'abord et avant tout à vivre en paix, et pour ne prendre qu'un exemple, les parents, à vouloir que leurs enfants réussissent à l'école et se construisent un avenir sain et constructif. Mais les tensions sont là et si rien n'est fait, le rejet mutuel se construit comme un fossé de plus en plus infranchissable. Et ce rejet, pour aller plus loin, développe en réaction un autre repli car les gens se rassemblent entre eux et développent des solidarités parallèles qui se fondent sur le fait que le pouvoir public n'est pas suffisamment à l'écoute de leurs attentes et qu'ils sont incompris. Il va falloir prendre cette question à bras le corps et oser nommer les choses, faire les constats nécessaires pour développer les réponses adéquates.

Au-delà des défis à relever, certes essentiels, face au développement de la pauvreté et à l'exclusion, il faut dans le débat qui nous occupe aujourd'hui, imposer le respect par tous,

des règles de la vie en collectivité ! « Le politique » doit à tout prix devenir le garant du respect des règles de la vie en commun, quels que soient la personne, la communauté, le quartier ou l'origine socio-économique. Construire une société plus égalitaire, cela passe aussi par là !

De part et d'autre, on pose un regard différent sur des mêmes faits, on ne parle pas toujours le même langage, on ne se comprend plus, on ne s'écoute plus. Et c'est aussi ce constat qui nourrit les tensions : le discours se polarise entre le « eux » et le « nous » ! Et c'est lorsqu'on se comporte les uns vis-à-vis des autres comme des étrangers que le malaise s'installe et que les appréhensions, les craintes et les peurs se développent.

Des politiques de proximité et des objectifs clairs par quartier

Une norme n'est jamais aussi bien respectée que lorsqu'elle est connue et comprise. Pour nous, les priorités devront être déterminées et proposées par quartier et **avec** les habitants de ces derniers. **Les comités de quartier doivent donc être la pierre angulaire de la définition des objectifs clairs et prioritaires à atteindre en matière de sécurité.**

On peut comprendre nos illustres prédécesseurs, à l'époque où le contrôle social suffisait pour exercer une surveillance bien utile, contrôler les écarts de comportement, ce qui permettait aux pouvoirs publics de se concentrer sur les crimes et les délits plus graves. Aujourd'hui, la déstructuration du tissu social et l'individualisme grandissant rendent impossible ce type de contrôle social et moral. C'est pourquoi, se concentrer sur les délits « graves » est aujourd'hui complètement insuffisant et source de frustrations. Le sentiment de ne pas avoir une réponse adéquate du politique est grand dans la population verviétoise quand les actes d'incivilités sont banalisés et les victimes parfois laissées dans le désarroi.

A la lecture de votre note, qui était très attendue, nous ne pouvons que vous faire part de notre profonde déception ! Nous pensons que vous venez de rater une occasion de rendre confiance aux Verviétoises et aux Verviétois qui auraient pu dire : « les responsables politiques nous ont enfin compris ! »

Un discours tiède et timoré comme vous venez de l'exprimer donnera malheureusement aux citoyens l'impression que vous n'avez pas pris la mesure de leurs problèmes et de leurs préoccupations

Le secteur associatif = constructeur de liens sociaux

Aux quatre coins de la Ville, le secteur associatif, auquel nous tenons à rendre l'hommage qu'il mérite, est pour nous un des partenaires essentiels du pouvoir public local : le plus naturel et le plus efficace pour jeter des ponts et recréer du lien social, dans l'esprit de la Charte Associative votée par notre Conseil en juin 2009.

Qu'il me soit permis ici, avant de conclure, de souligner également l'excellent travail tant de nos policiers de terrains que des services de prévention. Même si le professionnalisme de ces acteurs ne trouvera sa pleine expression qu'à la faveur d'un projet politique beaucoup plus ambitieux et ancré dans la réalité vécue par des citoyens de plus en plus nombreux. Et ça, c'est de votre responsabilité, Mesdames et Messieurs les membres de la majorité socialiste-libérale!

Conclusion : il est urgent de restaurer la confiance !

Il est grand temps de restaurer la confiance, rappelons-le, la confiance du citoyen dans la capacité de l'autorité publique à organiser le « savoir vivre ensemble ».

Il nous semble important, avant de vouloir attirer les visiteurs, de commencer par donner envie à chaque Verviétois de vivre et de fréquenter sa ville. Mais aussi de contribuer à donner l'ambition et les opportunités à chacun de construire un réel projet de vie.

Comme notre chef de groupe l'a déjà dit dans son interview de rentrée, le cdH est déterminé à regarder la réalité en face et à faire de la lutte contre l'insécurité sa priorité numéro un dans les années futures. Et donc, nous sommes convaincus qu'il faut aller beaucoup plus loin que vos propos et que cette déclaration de la majorité PS-MR, à nos yeux beaucoup trop peu ambitieuse ; et qu'il faudra oser affronter les tabous et relever les défis, comme notamment ceux liés à la présence des citoyens de culture belgo-étrangère, à l'intégration des primo-arrivants, mais aussi à la pauvreté à Verviers. Nous espérons que d'autres formations politiques auront le courage de nous rejoindre car Verviers en a bien besoin et le mérite bien!

En conclusion, le cdH veut porter un regard et un projet clair et concret sur la sécurité. C'est pourquoi, nous voulons :

- **que la sécurité et la lutte contre le sentiment d'insécurité deviennent la priorité numéro un pour restaurer la confiance des Verviétois dans la capacité de l'autorité publique à développer et gérer le vivre ensemble,**
- **qu'une politique d' « impunité zéro sur les incivilités » soit mise en place de toute urgence,**
- **que les comités de quartier soient au cœur du processus de lutte contre le sentiment d'insécurité en définissant des priorités fixées avec les habitants, complémentairement aux moyens donnés aux politiques de prévention et de développement d'espaces de convivialité et de rencontres,**
- **que le secteur associatif, en partenariat avec le pouvoir public, soit à la base de la revitalisation relationnelle du lien social, interculturel et intergénérationnel à Verviers,**
- **qu'un groupe de travail réunissant des représentants de la majorité et de l'opposition au Conseil communal, mais aussi des représentants de la zone de police et du service de prévention, des quartiers et du secteur associatif, soit rapidement constitué afin :**
 - **d'identifier sans tabous les vraies sources et causes de l'insécurité à Verviers,**
 - **de proposer des pistes concrètes et opérationnelles visant à construire le bien vivre ensemble à Verviers, pistes qui feront l'objet d'un débat au sein du Conseil communal avant fin juin 2011.**